

MONDE

GBAGBO enterré. Le président ivoirien sortant, Laurent GBAGBO, refuse toujours de reconnaître sa défaite malgré l'écroulement de son régime et la demande de cessez-le-feu de son armée, terrassée par des frappes de la Licorne et de l'Onuci sous mandat de l'ONU, et l'avancée des forces d'Alassane OUATTARA. Laurent GBAGBO, d'après les Nations unies, est « *retranché* » dans un « *bunker* » au sous-sol de sa résidence. Il y a actuellement des « tractations » au sujet du président sortant, mais « *pas encore de reddition* », a affirmé la présidence française. La situation humanitaire « *est devenue absolument dramatique à Abidjan* », selon l'ONU. Elle a estimé à « *plusieurs centaines* » le nombre de personnes qui ont péri dans des massacres la semaine dernière à Duékoué, dans l'Ouest – les bilans font état, selon les sources, de 330 à 1.000 victimes – et a révélé l'existence d'un charnier contenant 200 corps.

Communauté française. Gérard LONGUET, ministre de la Défense, a rappelé que la force Licorne, dont le contingent est augmenté jusqu'à 1.700 hommes, tentait de garantir la sécurité des Français qui ont fait le choix, ou n'ont pas pu, répondre à la consigne de regroupement de la communauté française sur la base militaire de Port-Bouet. Il a précisé que les militaires français essaient de répondre à chaque demande d'exfiltration, malgré une difficulté accrue. Le ministère des affaires étrangères français a confirmé l'enlèvement de plusieurs personnes à Abidjan, dont deux ressortissants français.

Suspension des vols Air France. La compagnie aérienne a fait savoir que ses vols à destination d'Abidjan sont pour l'instant annulés. Les vols AF708 du 6 avril entre Paris et Abidjan et AF709 du 7 avril entre Abidjan et Paris sont reportés de 48 heures. En raison des manifestations au Burkina Faso, les vols de et vers Ouagadougou sont modifiés. Les vols AF548 et AF547 entre Paris et Ouagadougou des 5 et 8 avril sont annulés. Les vols AF548 et AF547 du 7 avril sont maintenus avec une escale à Cotonou, de même que les vols AF536 et AF535 du 9 avril. Les passagers ne pourront ni embarquer ni débarquer à cette escale. Pour joindre le consulat : contact.franceburkina@gmail.com.

Japon. Reprise des vols directs Air France à compter du vol AF278 du 8 avril 2011. Tepco, l'opérateur de la centrale japonaise de Fukushima, a commencé à injecter de l'azote dans le réacteur n°1 afin d'éviter une possible explosion. Une fuite d'eau hautement radioactive qui se déversait dans l'océan a été colmatée mais les rejets volontaires d'eau qui serait moins contaminée se poursuivent.

A votre bon cœur. Malgré un niveau record atteint en 2010, l'aide au développement reste très en deçà des promesses faites par les pays riches aux Etats les plus pauvres, notamment en Afrique. L'aide fournie par les 23 principaux Etats bailleurs de fonds en 2010 s'élève à 129 milliards de dollars. Pour l'OCDE, « *Il manque encore quelque 19 milliards de dollars* ». En Afrique, sur les 25 milliards de dollars supplémentaires promis par le G8 en 2005, le continent le plus pauvre au monde n'en a reçu que 11.

Kazakhstan : encore un mandat. Le président NAZARBAÏEV, au pouvoir depuis 20 ans, a été réélu pour cinq ans avec 95,5% des voix, selon des résultats partiels officiels. Participation de 89,9%. M. NAZARBAÏEV avait face à lui trois candidats, tous loyaux à son régime, dont l'un a avoué avoir voté pour le président sortant.

EUROPE

Et de trois. Après la Grèce et l'Irlande, le Portugal demande à son tour l'aide budgétaire européenne, une situation qui montre que la crise de la dette en zone euro n'est pas finie. Après des mois de refus, le Portugal a fini par céder, invoquant l'« *aggravation dramatique* » de la situation financière du pays, avec des taux d'intérêt désormais trop élevés exigés par les marchés pour pouvoir y emprunter. Le Portugal, 3^e candidat à l'aide, pourrait bénéficier d'une aide avoisinant les 75 milliards d'euros, selon le montant évoqué fin mars par Jean-Claude JUNCKER. Les ministres des finances de l'UE se réunissent ce vendredi et samedi.

Le Parlement prend parti. Les députés européens ont appelé à une réforme des règles régissant les partis politiques européens. Les eurodéputés affirment que « *le besoin le plus pressant à court terme* » est la création d'un statut juridique et financier commun fondé sur le droit communautaire. Ce texte non contraignant pourrait déboucher sur des propositions législatives modifiant le règlement actuel qui date de 2003 et fournit un cadre au financement des partis politiques au niveau européen.

Une TVA européenne ? Ouverture des négociations à partir de juin sur le prochain budget de l'UE (2014-2020). Une proposition du PPE vise à remplacer les contributions nationales par plusieurs ressources propres : celles qui existent déjà, une TVA européenne de 1% ponctionnée sur les TVA nationales et versée directement à l'Union, une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone, à raison de 20 euros par tonne, voire une taxe européenne sur les transactions boursières et obligataires. Ce changement se ferait à budget constant, c'est-à-dire avec un maximum inchangé de 126,5 milliards d'euros, correspondant à environ 1% du PIB européen. La Commission européenne doit faire ses propres propositions en juin. Mais les principaux contributeurs, France, Allemagne, et Royaume-Uni en tête, ont déjà refusé l'idée d'une TVA européenne.

L'Italie veut fermer le robinet. Elle a décidé de délivrer des visas temporaires « *humanitaires* » aux immigrés tunisiens arrivés récemment sur son sol. Avant cela, le gouvernement italien a conclu un accord avec la Tunisie, qui prévoit la livraison de 10 navires de patrouille et une centaine de jeeps pour surveiller ses côtes. Tunisie s'est engagée à empêcher le départ des aspirants migrants et à réadmettre tous les migrants arrivés après la signature de cet accord.

La Bulgarie fait un rappel de produit. Le gouvernement a décidé de rappeler d'ici à la fin de l'année 37 ambassadeurs (dont ceux de Berlin, Athènes, Pékin) et autres diplomates de haut rang qui ont collaboré avec les services secrets au temps du communisme.

La Santé remplacerait les Affaires étrangères. Le ministre allemand de la Santé, Philipp ROSLER, est candidat à la présidence du Parti libéral, partenaire des conservateurs d'Angela MERKEL, pour succéder à son collègue des Affaires étrangères Guido WESTERWELLE. Si cette candidature est approuvée par le congrès fédéral en mai, ce qui sera le cas, sauf coup de théâtre, ce chirurgien d'origine vietnamienne sera également vice-chancelier à la place de M. WESTERWELLE, qui conservera le portefeuille des Affaires étrangères.

Vieux continent. Le 3^e rapport sur la démographie, publié en coopération avec Eurostat, indique que les Européens vivent plus longtemps et en meilleure santé. Chaque année, le nombre de personnes de plus de 60 ans s'accroît de 2 millions.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Yes, I can. Again ? Dans une vidéo destinée à ses partisans démocrates et au slogan évocateur – « *It begins with us* » (« *Ça commence avec nous* ») – Barack OBAMA a lancé sa campagne en vue de 2012. Elle pourrait lui permettre de lever un milliard de dollars de fonds, un record. Dans le camp républicain, aucun candidat ne s'est encore officiellement lancé dans la course à l'investiture, même si certains noms circulent, comme Tim PAWLENTY, ancien gouverneur du Minnesota, ou Mitt ROMNEY, ex-gouverneur du Massachusetts. L'équipe resserrée de conseillers entourant Barack OBAMA s'annonce assez proche de celle de 2008.

800.000 fonctionnaires fédéraux suspendus ? En l'absence d'accord sur le budget 2011, le Congrès en est réduit à voter des lois de finances provisoires pour assurer le financement de l'Etat. La dernière en date court jusqu'à ce vendredi, et les élus ne sont pas encore parvenus à un accord pour les semaines suivantes. Le président OBAMA a prévenu qu'une paralysie de l'Etat fédéral pénaliserait la reprise économique, et a exhorté les élus du Congrès à se comporter en « *adultes* » en se mettant enfin d'accord sur un budget.

Haïti chantera ? Le chanteur Michel MARTELLY, 50 ans, a remporté l'élection avec 67,57% des suffrages exprimés, selon les résultats préliminaires du Conseil électoral provisoire. Mirlande MANIGAT a obtenu 31,74% des suffrages exprimés. Les résultats définitifs doivent être annoncés le 16 avril à l'issue d'une période au cours de laquelle les deux candidats en lice pour le second tour pourront déposer des recours devant les autorités électorales.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le changement. La Première secrétaire du PS, Martine AUBRY a présenté le projet du parti pour 2012, intitulé « *le changement* », qui s'articule autour de trois axes forts avec 30 priorités. « *Les*

socialistes sont satisfaits et heureux. C'est un beau projet pour redonner un avenir à notre pays, le redresser, et pour redonner l'espoir aux Français », a commenté Mme AUBRY à l'issue de la réunion du Bureau national qui a entériné le texte dans la matinée. Voici une présentation non exhaustive de certaines propositions avancées :

I – « *Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement* ». Pour ce faire, le projet évoque, notamment, la création de 300.000 emplois d'avenir pour les jeunes ; la dissuasion des licenciements boursiers ; la baisse de l'impôt sur les sociétés pour celles qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et augmentation de cet impôt pour les sociétés qui préfèrent verser des dividendes aux actionnaires ; la sortie de la dépendance du nucléaire et du pétrole...

II – « *Retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle* » : mise en place d'un nouveau « *pacte éducatif* », développement de la scolarisation à 2 ans et de l'accueil en crèche ; création de 10.000 postes de gendarmes et policiers de proximité, « *rattrapage des moyens* » de la justice, pour que « *chaque acte de délinquance trouve une réponse immédiate, juste et proportionnée* » ; fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, dans un impôt « *plus progressif et prélevé à la source* »...

III – « *Rassembler les Français et retrouver la promesse républicaine* » : généralisation du CV anonyme, ouverture du droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples ; renforcer le rôle du Parlement, introduction d'une dose de proportionnelle...

Le projet du PS est disponible en ligne : <http://www.parti-socialiste.fr/articles/le-changement-le-projet-socialiste>

Réactions à gauche. Pierre MOSCOVICI, proche de Dominique STRAUSS-KAHN, a jugé que « *tout candidat socialiste peut vivre avec ce projet* ». « *Ce n'est pas fait pour empêcher l'un ou favoriser l'autre* », estime-t-il, parlant d'un « *socle* » pour chacun. Pour Manuel VALLS, candidat déclaré aux primaires, ce projet est « *compatible avec toutes les démarches, toutes les candidatures, et avec tous les socialistes* ». François HOLLANDE, candidat désormais officiel aux primaires, a déclaré pour sa part qu'il « *se reconnaissait* » dans ce cadre jugé « *cohérent* » et « *sérieux* », tout en soulignant qu'il appartiendrait au futur candidat « *de donner le thème principal de la campagne et de compléter éventuellement les propositions, voire même d'en écarter certaines* ».

A droite et au centre. Pour le Premier ministre : « *Il s'agit d'un programme d'anesthésie nationale, un condensé de démagogie sociale et de mesures contre la croissance* ». Pour Christian JACOB, président du groupe UMP à l'Assemblée : « *Le PS a un projet, c'est un événement en soi* ». François SAUVADET, chef des députés Nouveau centre, a déclaré : « *On a l'impression de revenir à l'époque JOSPIN : toujours plus de dépenses et de fonctionnaires. C'est assez irresponsable. Je n'entends pas le mot compétitivité* ». Jean ARTHUIS, sénateur et président de l'Alliance Centriste se dit « *en accord avec de nombreux points du projet PS, comme l'abrogation des niches fiscales ou la remise en cause de la TVA dans la restauration* », mais il « *regrette que le PS ne propose rien de crédible concernant le retour à la compétitivité et à l'emploi* ».

Il part, et pourrait enfin le dire. Invité de l'émission « *A vous de juger* » ce jeudi soir sur France 2, Jean-Louis BORLOO, président du Parti radical, pourrait annoncer son départ de l'UMP. Il a déjà quitté la vice-présidence de l'UMP, alors que le bureau du Parti radical exprimait à l'unanimité sa volonté d'indépendance vis-à-vis du parti présidentiel. Le départ de l'UMP devrait être entériné lors du congrès radical en mai. Réaction du secrétaire général de l'UMP, Jean-François COPE : « *J'ai besoin de lui !* » et « *je souhaite que l'on mène le combat ensemble en 2012* ». M. COPE a en revanche ironisé sur « *l'événement mondial* » que constitue la candidature probable à la présidentielle de Christine BOUTIN, présidente du Parti chrétien démocrate (PCD), qu'il a apprise « *par la presse* ».

Fin du débat ? En l'absence d'un Premier ministre qui n'a pas caché ses réserves, beaucoup de membres du gouvernement ont répondu à l'appel. M. COPE a résumé les « *26 propositions* » en les présentant sous un angle pragmatique et cherchant ainsi à éviter les polémiques. Le secrétaire général de l'UMP ne s'en est pas tenu là et a annoncé dès le lendemain « *Nous allons, nous députés UMP, à mon initiative et à celle de Christian JACOB, déposer une résolution dont l'objet est d'évoquer la laïcité et la liberté religieuse* ». Cette résolution parlementaire – vœu sans force de loi – pourrait être débattue fin mai. Pour Jean-François COPE, qui dit avoir reçu des « *mots amicaux* » du président SARKOZY, l'objectif est de placer la gauche face à ses responsabilités et l'obliger, comme il y a un an pour la résolution sur l'interdiction du voile intégral, à prendre position, en espérant qu'elle se divise. « *M. COPE en sera pour ses frais* », lui a répondu le député socialiste Jean GLAVANY.

La petite phrase de la semaine. « *Ce qui pose problème en France actuellement, ce n'est pas le nombre de musulmans, c'est l'accroissement du nombre d'irresponsables à l'UMP qui par leurs dérapages attaquent quotidiennement les principes de la République.* » Réaction du n°2 du PS, Harlem DESIR, après la nouvelle controverse suscitée par Claude GUEANT. Le ministre de l'Intérieur

a provoqué de nouvelles réactions cette semaine en affirmant que « *ce qui pose problème, c'est l'accroissement du nombre de musulmans en France* ».

Les primaires socialistes anticonstitutionnelles ? C'est en tout cas le nouvel angle d'attaque du parti majoritaire. Jean-François COPE s'est interrogé sur la légalité du processus, jugeant notamment « *troublant* » le recours à un « *fichage* » des électeurs. « *Nous allons nous pencher très très sérieusement sur la légalité de cette initiative qui va bien au-delà d'une élection interne à un parti par ses militants* », a-t-il déclaré à l'issue du bureau politique hebdomadaire de l'UMP où cette question a été soulevée par plusieurs participants. « *Il y a quelque chose de très troublant, c'est le côté censitaire puisqu'il faut payer* », a-t-il dit. La députée Valérie ROSSO-DEBORD est intervenue pour rappeler que dans la Constitution de 1958 « *il est bien prévu que l'élection du président de la République est à deux tours* ». En réponse, M. LAMY, conseiller politique du PS, a assuré que les déclarations d'adhésion aux valeurs de la gauche et les listes d'émargement seront détruites après le vote sous contrôle d'huissier de justice. Le président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis DEBRE, a souligné que cette institution n'avait « *pas vocation à vérifier ce qui se passe au sein des partis* ».

La cote de popularité du président de la République est tombée en avril à un niveau record (30%, -1) tandis que celle du Premier ministre remonte (53%, +2), selon Paris Match/Ifop. Le chef de l'Etat atteint 70% d'opinions défavorables (+1), 43% des sondés (+5) n'approuvant pas du tout son action. L'Institut relève également que, majoritaire uniquement chez les sympathisants UMP, M. SARKOZY voit sa cote d'approbation progresser auprès des sympathisants FN (29%, +9). M. FILLON progresse notablement auprès des sympathisants de gauche (42%, +7) et du MoDem (64%, +16) mais recule auprès des sympathisants UMP (82%, -9). L'opposition gagne en crédibilité et ferait mieux que le gouvernement actuel pour 43% (+4) des sondés, soit le score le plus élevé depuis le début du quinquennat.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Prorogation des mandats à l'Assemblée des Français de l'étranger. Adoption avec modification de la proposition de loi du Sénateur del PICCHIA adoptée par le Sénat, qui prévoit le report d'un an des élections des conseillers élus par les Français de l'étranger. Le calendrier électoral sera en effet trop encombré pour permettre une organisation satisfaisante des élections présidentielle, législatives et locales en 2012. Le rapporteur de la commission des lois a souhaité une précision quant à la synchronisation de la désignation des personnalités qualifiées. L'amendement voté par les députés n'était toutefois pas nécessaire au regard de l'article 1^{er} de la loi de 1982 qui prévoit qu' « *elles sont nommées pour six ans et renouvelées par moitié tous les trois ans, lors de chaque renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger* ». Cette modification impose un nouvel examen par le Sénat, dont l'ordre du jour est très chargé. A suivre...

Sénat

La bioéthique en débat. Examen difficile du texte, les sénateurs étant profondément divisés au sein de chaque groupe politique.

CONSEIL DES MINISTRES

Groupements eurorégionaux de coopération (GEC). Protocole qui permet aux collectivités territoriales d'avoir recours dans leur coopération transfrontalière avec des pays non membres de l'UE, à un dispositif de coopération. / **Maintien en fonction au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement.** Le projet de loi prévoit cette possibilité à titre exceptionnel et dans l'intérêt du service. Le maintien dans l'emploi est d'une durée limitée (deux ans maximum). / **Conventions d'entraide judiciaire en matière pénale** : avec le Liban et avec le Nigeria.

Communications. Forum mondial de l'eau à Marseille en 2012. / Débat national sur la dépendance.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Il est l'or... L'or a approché pour la 1^e fois le seuil de 1.460 dollars l'once...

La poussière sous le TAPIE. La Cour des comptes a estimé que « *la validité juridique du recours à l'arbitrage* » était « *incertaine* » et relevé de « *sérieux dysfonctionnements* » dans la procédure d'arbitrage qui a réglé l'affaire Tapie/Crédit Lyonnais en 2008. Après plus de 15 ans de bataille judiciaire, un tribunal arbitral avait condamné le CDR (Consortium de réalisation chargé de gérer le

passif du Crédit lyonnais) à verser 285 millions d'euros de réparations à M. TAPIE, dont un montant record de 45 millions d'euros pour le seul préjudice moral.

L'avion le plus vendu au monde est le Boeing... 737. Le premier avion de cette famille, un moyen-courrier bimoteur, est entré en service en 1968. L'an dernier, sur un total de 530 commandes enregistrées par le constructeur américain, 486 sont revenues au 737.

2,668 millions de demandeurs d'emploi en France à la fin 2011 – et 2,597 millions fin 2012. Ce sont les prévisions de Bernard ERNST, directeur des statistiques du Pôle emploi. L'établissement public prévoit 110.000 créations d'emploi en 2011 et une légère baisse du nombre des demandeurs, de 55.000 en 2011 et de 71.000 en 2012 pour la catégorie n'ayant exercé aucune activité.

Déficit commercial de la France s'est à nouveau creusé en février pour le 4^e mois consécutif, à 6,55 milliards d'euros contre 6,12 milliards le mois précédent. Chiffres des Douanes.

Défense : les sept pays associés au programme A400M devaient signer avec Airbus Military le contrat définitif sur le financement de cet avion de transport militaire.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Retraites des Français de l'étranger. Démarches. La CNAV publie 5 fois par an une lettre d'information sur la législation et les démarches à accomplir pour obtenir votre retraite. Pour s'abonner : generique-drco@cnav.fr (objet du mail : « Demande d'abonnement à la lettre d'information pour les Français de l'étranger »). Le dernier numéro de cette lettre comporte un formulaire plurilingue à faire compléter par le consulat ou l'autorité locale compétente du lieu de résidence (mairie, bureau de police) et à renvoyer à la caisse régionale de retraite. Ce formulaire permet d'anticiper la demande de votre caisse. Mais l'attestation peut également être rédigée sur papier libre ou en remplissant le formulaire de l'autorité locale compétente.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Abysses. Des éléments de l'épave du vol Rio-Paris d'Air France en 2009, ainsi que des corps de passagers, ont été retrouvés. La France va lancer d'ici trois semaines une opération de repêchage avec l'espoir de trouver les boîtes noires, qui n'émettent plus depuis 2 ans.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'hommage à Aimé Césaire. Le poète martiniquais a reçu un hommage national au Panthéon.

Faucon y aille. Près de 150.000 internautes observent chaque jour la vie peu trépidante d'un couple d'aigles d'Amérique. Cela grâce à deux webcams perchées au sommet d'un arbre et branchées 24h sur 24. <http://www.ustream.tv/decoraheagles>

CARNET

Nominations

Sont nommés au cabinet du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes :

Conseillère parlementaire : Adelaïde BARBIER.

Conseiller affaires budgétaires et administratives : Sébastien BIDAUD.

Conseiller affaires juridiques, judiciaires et droits de l'homme : Pierre BOUSSAROQUE.

Conseiller Afrique : Jérôme BRESSON.

Conseiller Nations unies et organisations internationales : Axel CRUAU.

Conseiller questions européennes, Balkans : Alexis DUTERTRE.

Conseillère modernisation interne du ministère et influence de la France : Christine GAVINI-CHEVET.

Conseiller communication et presse : Charles HUFNAGEL.

Conseiller Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient : Nicolas KASSIANIDES.

Conseillère chargée des discours du ministre d'Etat : Charlotte MATRINGE.

Conseiller affaires stratégiques, CEI : Arnaud MENTRE.

Conseiller Amériques, Asie : Arnaud PESCHEUX.

Conseillère technique presse : Gaëlle PETIT.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr